Mise en ligne : 19 juin 2014.
Dernière modification : 9 septembre 2023.
www.entreprises-coloniales.fr

Georges-Julien SCHWOB D'HÉRICOURT (1864-1942)

(*Le Matin*, 20 octobre 1932)

Né le 25 janvier 1864 à Lure (Haute-Marne).

Issu d'une famille juive installée en Alsace depuis 1681 [1], à l'origine d'un important groupe textile, Georges Schwob d'Héricourt est le fils d'Eugène Schwob, négociant, puis banquier, et de Clarisse Anna Cahen [2].

Frère de Sarah Clotilde (Lure, 25 juin 1856-Montmorency, 6 septembre 1913), mariée à André Boas (1846-1909), ingénieur E.C.P. Dont : Claire (Mme Henry de Jouvenel), Suzanne (Mme Emmanuel Gonse), André (ci-dessous), Robert (mpf 1915) et René.

Et de Berthe Marthe (Mme Grumbach).

Cousin de James Schwob d'Héricourt (1874-1939), industriel textile, président d'Optorg,

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Schwob_d_Hericourt_James.pdf

et d'André Schwob d'Héricourt (1872-1946).

www.entreprises-coloniales.fr/empire/Schwob_d_Hericourt_Andre.pdf

Marié en 1889 avec sa coreligionnaire Emma Gradis, fille d'Henri, de la dynastie de négociants bordelais à la tête des Anciens Établissements Gradis, dont il devient l'un des chefs.

www.entreprises-coloniales.fr/empire/Anciens_Ets_David_Gradis.pdf

Dont Jean (Lormont, 1900-Boulogne-Billancourt, 1984), président de la maison Gradis (1956-1972). Voir encadré :

www.entreprises-coloniales.fr/empire/Anciens_Ets_David_Gradis.pdf

---

[1] C'est un oncle de Georges, l'industriel Édouard Schwob (1844-1929), qui fit ajouter au patronyme familial celui d'Héricourt, ville dont il fut maire de 1879 à son décès.

[2] Décorée de la médaille de 1870 pour avoir soigné les blessés de l'ambulance de Lure où sévissait la variole (*Le Figaro*, 6 octobre 1912).

et, peut-être, Émile-Jean (Héricourt, 16 août 1908-Paris XVIe, 23 juillet 1976), marié à Bénerville (Calvados), en août 1932, avec Marcelle Azoulay. Conseiller à la cour d'appel de Paris, chevalier de la Légion d'honneur.

Diplômé de HEC, il séjourne en Oranie de 1884 à 1889. Il effectue ses débuts en affaires au sein de la Cie générale pour l'industrie en France et à l'étranger, formée en 1896, dont il sera nommé liquidateur en 1905. C'est ainsi qu'on retrouve G. Schwob secrétaire général de la Cie industrielle de traction pour la France et l'Etranger (engendrée en 1897 par la Cie générale), administrateur des Tramways de Lorient (1897) et des Tramways de Tours (1898), trésorier de l'Union des tramways de France, syndicat professionnel (mars 1899), secrétaire général de la Cie des tramways de Reims…

Il représente en outre la Cie générale pour l'industrie comme commissaire de la Société d'électricité et automobiles Mors (1898), des Charbonnages de Nikitowka (1899), des Étains de Portugal (1900), et aussi, vraisemblablement, comme administrateur de la Cie métallurgique franco-belge de Mortagne (usine à zinc dans le Nord)(1905).

À partir de 1900, il fait parallèlement carrière dans l'organisation d'expositions (voir ci-dessous ses états de services pour commandeur de la Légion d'honneur en 1911).

Sa position en vue lui vaut des attaques de la part de plusieurs parlementaires relayés par *Les Annales coloniales*. On lui reproche d'ignorer les expositions thématiques requérant des compétences particulières pour ne s'intéresser qu'aux expositions généralistes et spectaculaires, pourvoyeuses de décorations flatteuses [3].

En mai 1909, administrateur de la Cie française d'assèchement rationnel et d'assainissement (système Knapen).

En juillet 1909, administrateur de la Société d'exploitation de Produits et Spécialités Hygiéniques avec son neveu René Boas [4].

Vice-président de l'Office colonial par décret du ministre des colonies (mai 1910).

En juin 1910, il devient administrateur de la Compagnie centrale d'énergie électrique
www.entreprises-coloniales.fr/empire/Centrale_energie_electrique.pdf
et en novembre suivant, l'assemblée des actionnaires de
la Banque de l'Afrique Occidentale ratifie sa cooptation au conseil comme chef de la maison bordelaise Gradis
www.entreprises-coloniales.fr/afrique-occidentale/Banque_Afrique_occidentale.pdf
(il en devient vice-président à la mi-1933).

Administrateur délégué de la Société française des téléphones Berliner[5]
(fabrication à Saint-Denis sous licence de l'Américain Berliner).

Co-fondateur avec Ernest Leplanquais de la Compagnie industrielle des Pêcheries de l'Ouest-Africain à Las Palmas (nov. 1912).
www.entreprises-coloniales.fr/afrique-occidentale/Pecheries_Ouest-africain.pdf

---

[3] Voir par exemple, l'article d'Henri COSNIER, député de l'Indre (*Les Annales coloniales,* 6 juin1912). Le journal craindra un temps que Schwob aille se présenter contre Cosnier à Châteauroux.

[4] René Boas (Montmorency, 1888-New York, 1974) : fils d'Alfred Boas, patron de la ferblanterie et fabrique de phares automobiles B.R.C., et de Clotilde Schwob, sœur aînée de Georges.

[5] *Les Annales coloniales,* 25 mai, 3, 12, 15 et 24 octobre 1912. *L'Intransigeant,* 30 janvier 1915. La société se défend d'être liée à l'Allemagne mais est néanmoins placée sous séquestre en 1915. Les Téléphones Grammont deviennent licenciés des Téléphones Berliner en 1927.

En 1913, le voici en février administrateur de la Société des engrenages Citroën, issue d'une affaire cofondée en 1902 par son neveu, André Boas.
en octobre administrateur de la Compagnie d'assurances universelles (vice-président en 1923 [6])
et en novembre de la Société industrielle marocaine,
à l'objet des plus éclectiques (fonderie, mécanique générale, glace, limonades…),
avec Leplanquais comme directeur
www.entreprises-coloniales.fr/afrique-du-nord/Industrielle_marocaine.pdf

---

Ses accointances familiales avec les Boas lui valent de devenir administrateur de la Société de Mécanique nouvelle (septembre 1917) et de succéder en 1922 au polytechnicien Camille Rodriguez-Ély à la tête de la B.R.C. (Boas, Rodrigues et Cie).
Entre-temps (27 novembre 1917),
il a été coopté au conseil des Distilleries de l'Indochine.
www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/SFDIC_1901-1932.pdf
et fin 1918, à celui de la Société marocaine de gaz comprimés à Casablanca,
filiale chérifienne de l'Air liquide,
www.entreprises-coloniales.fr/afrique-du-nord/Air_liquide-Maroc.pdf
Au sortir de la Grande Guerre, il présente Kégresse, un spécialiste des chenillettes, à Hinstin et à Citroën, qui en feront bon usage pour leurs croisières jaune et noire.
En juillet 1919, administrateur du Comptoir central des voies ferrées
(comme président des Tramways de Tours).
En novembre 1919, il est du premier conseil de l'Omnium d'assurances maritimes,
avec d'autres dirigeants de la Compagnie d'assurances universelles.
En décembre 1919, il devient administrateur — avec les frères Boas et Ély —, des Éts L. Garnot, plombage métallisation, 50-52, quai de Clichy, Paris
(dissolution : 15 décembre 1925).
En novembre 1920, il entre au conseil des Constructions électriques de France.

En décembre 1920, il devient administrateur de la Cie générale des colonies.
www.entreprises-coloniales.fr/empire/Generale_colonies_1920-1958.pdf
et la représente peu après au conseil des Scieries africaines,
www.entreprises-coloniales.fr/afrique-occidentale/Scieries_africaines.pdf
et de la Cie agricole et sucrière de Nossi-Bé,
www.madagascar-et-djibouti/Agric._&_sucr._Nossi-Be.pdf
à laquelle il ajoutera les Grands Domaines de Madagascar.
www.entreprises-coloniales.fr/madagascar-et-djibouti/Grands_Domaines_Madagascar.pdf

---

Au printemps 1923, président de la Chambre syndicale des caoutchoucs bruts,
instituée en vue de la création du marché à terme du caoutchouc.
Administrateur de l'Est-Asiatique français
(exploitation forestière au Siam et au Laos, scierie à Saïgon).
www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Est-Asiatique_frs.pdf
et de la Caisse de liquidation des affaires en marchandises à Paris

---

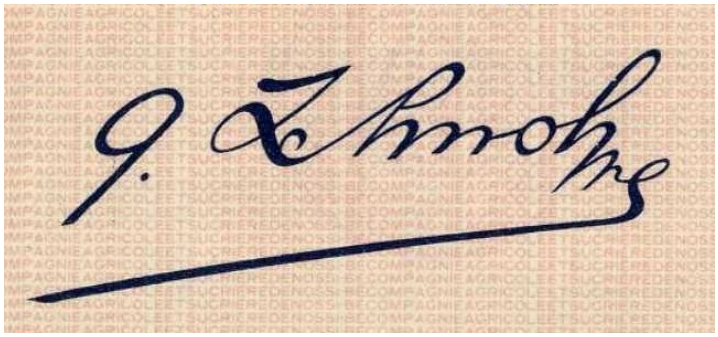
En avril 1925, il est élu président du Syndicat du commerce des riz auprès la Bourse de commerce de Paris [7].
En mai 1925, il est responsable des pavillons coloniaux
à l'Exposition des Arts décoratifs de Paris.
En juillet 1925, il entre aux Tannins coloniaux, à Madagascar,
probablement comme représentant de la maison Gradis
www.entreprises-coloniales.fr/madagascar-et-djibouti/Tannins_coloniaux.pdf

---

[6] *L'Argus*, 19 et 26 octobre 1913 et 2 décembre 1923.
[7] *Le Journal des débats*, 24 avril 1925

En septembre 1925, administrateur du Société Crédit sucrier et commercial .
À partir de janvier 1926, il représente la B.A.O. à la nouvelle Banque de Madagascar.
www.entreprises-coloniales.fr/madagascar-et-djibouti/Bq_Madagascar+Comores.pdf
Représentant de la maison Gradis au conseil de la Société agricole et industrielle de Ben-Cui (mai 1926), filiale hévéa de la SICAF.
www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Ben-Cui.pdf
Administrateur de la Société d'éditions documentaires industrielles (déc. 1926) : publication de l'*Annuaire industriel*,
www.entreprises-coloniales.fr/empire/Jean_Walter_1883-1957.pdf
En 1927, il participe à la VIIe Exposition internationale du caoutchouc et autres produits tropicaux.
En 1928, il est nommé administrateur de l'Agence générale des colonies.
La même année, il participe à une tentative de reprise de la Banque Adam par l'intermédiaire de la Banque Oustric.
Enfin, il est président général de l'Exposition coloniale de Vincennes.

Après l'Exposition coloniale de Vincennes, qui lui vaut la Grand-Croix de la Légion d'honneur à l'initiative du président Lebrun lui-même, il se concentre sur ses affaires privées et succède en décembre 1932, à Auguste-Raphaël Fontaine comme président des Distilleries de l'Indochine, fonction qu'il conservera jusqu'au début de l'Occupation.



Signature de Georges Schwob sur l'action Nossi-Bé 1934

À l'automne 1934, il est élu administrateur de la Banque des produits alimentaires et coloniaux [8].

Il siégeait en 1937 au conseil de la Réunion française et compagnies d'assurances universelles réunies lorsque la Banque Worms y fit son entrée.

L'un de ses cousins, James Schwob d'Héricourt (ca 1876-1939), resté fidèle à la tradition textile familiale, fut à l'origine, en 1919, avec des confrères du Nord, d'Optorg — société qui devait commercer avec l'URSS et se rabattit sur l'Indochine — et il en devint le président à la fin de sa vie. Il s'opposait alors à l'industrialisation de la Péninsule, invoquant le risque de l'Indépendance, lequel n'effrayait pas un autre courant patronal si c'était dans l'intérêt des deux parties (voir Jacques Marseille, *Empire colonial et capitalisme français*, Albin Michel, 1984, pp. 255-256).

Sous l'Occupation, l'aryanisation frappa les affaires Gradis (voir Rochebrune et Hazera, *les Patrons sous l'Occupation*, 1995) comme les affaires cotonnières des Schwob (voir le rachat de la Société cotonnière du Nord et de l'Est (SCNE) par Boussac in Ph. Verheyde, *Les mauvais comptes de Vichy*, Perrin, 1999).

---

[8] *Les Annales coloniales*, 2 octobre 1934

Après guerre, Jean, qui avait marché sur les brisées de son père Georges comme délégué de la Section métropolitaine à l'Exposition de Vincennes en 1931, puis l'avait rejoint en juin 1933 au conseil de l'Agricole et sucrière de Nossi-Bé avant de s'engager dans les Forces françaises libres (FFL), lui succéda à la Société pour le commerce, aux Distilleries de l'Indochine et à Nossi-Bé.

De son côté, Marcel succéda à son père James chez Optorg. Un Foujita pillé chez ce dernier par les nazis en 1942 a été restitué à ses descendants en 1998.

— + — + — + — + —

QUELQUES PRÉCISIONS

MARIAGE
Emma Gradis
Georges Schwob
(*L'Univers israélite*, 16 avril 1889)

Les feuilles bordelaises, notamment celles du *high-life*, donnent de nombreux détails sur le mariage Gradis-Schwob, que nous avons annoncé sommairement dans notre dernier numéro et sur lequel, à leur exemple, nous nous étendrions volontiers, si nous n'étions limités par le cadre et le caractère de ce recueil. C'est le mardi 19 mars qu'a été célébré, dans la belle synagogue de Bordeaux, embellie encore par une splendide ornementation, le mariage de Mlle Emma, fille du sympathique négociant-armateur M. Henri Gradis, avec M. Georges Schwob, fils d'un des principaux banquiers de la Lorraine. De bonne heure, le temple était bondé d'une foule brillante, attirée moins encore par l'éclat de la cérémonie que par celui des noms. Celui de M. Gradis, historien et poète (connu déjà de nos lecteurs à ce double titre), de plus négociant intègre autant qu'habile administrateur, membre de la chambre de commerce et vice-président du Consistoire israélite, ce nom est entouré depuis longtemps à Bordeaux d'une légitime considération.

La cérémonie était présidée, naturellement, par le grand rabbin, M. Lévy, qui a, dit un journal, « dans une allocution charmante et d'une grande éloquence, adressé aux jeunes époux des conseils touchants sur les obligations du mariage ». Les témoins, signataires du contrat religieux, étaient, pour la mariée, MM. Raoul Gradis et Gaston Mayer ; pour le marié, MM. Boas et Grumbach [9]. La partie musicale a été justement admirée : il suffira de nommer MM. Dubois et Albert Geloso, ces chanteurs si appréciés, et M. Berot, l'habile organiste, dont l'*Entrée triomphale* a été particulièrement remarquée. Après la cérémonie, un lunch a été servi dans les salons de l'hôtel Gradis, splendidement décorés. Nous terminerons cette relation, — forcément écourtée et décousue, — en adressant nos cordiales félicitations aux heureux époux et à leurs familles.

ÉTATS DE SERVICE
(Dossier de commandeur de la Légion d'honneur en 1911)

[9] Alfred Boas et Jacques Grumbach : beaux-frères de Georges Schwob.

M. Georges Schwob,
55, avenue Kléber à Paris

Diplômé supérieur de l'École des Hautes Études commerciales.

Membre du conseil supérieur des colonies et du conseil d'administration de l'Office colonial, conseiller du commerce extérieur de la France.

L'un des chefs de la maison David Gradis et fils, fondée en 1700, l'une des plus anciennes et des plus importantes maisons en relations avec les Colonies.

Dans le commerce et l'industrie depuis sa sortie de l'École des Hautes Études commerciales. Séjour en Oranie de 1884 à 1889. Actuellement à la tête de plusieurs entreprises industrielles, administrateur de la Banque de l'Afrique occidentale, de la Compagnie centrale d'électricité, etc., etc.

Président de l'Association des anciens élèves de l'École des Hautes Études Commerciales de 1905 à 1910, Actuellement président honoraire de la dite association (Habituellement, les présidents changent tous les deux ans, mais sur les instances de ses camarades a conservé ses fonctions pendant 5 ans et les statuts de l'association ont été modifiés pour le nommer président honoraire en raison des services rendus).

Président et fondateur de plusieurs sociétés de secours mutuels depuis 1901. Trésorier du Syndicat professionnel l'Union des tramways de France depuis mars 1899.

Engagé conditionnel classe 1882. Officier d'ordonnance de M. le général commandant le 18e Corps d'armée jusqu'à la fin de son service militaire le 3 novembre 1909.

Services distingués rendus à l'occasion :

de l'Exposition universelle de Paris de 1900 en qualité d'adjoint au Commissaire général du gouvernement général de l'Indo-Chine. Médaille d'or.

Médaille d'or. Paris, 1889.

Secrétaire de la classe 32 à l'Exposition de Hanoï, 1902.

Délégué de l'Exposition coloniale française de l'Exposition universelle de Saint-Louis en 1904, Grand Prix.

Président du Groupe XIX (Commerce et Colonisation) à l'Exposition universelle. de Liège en 1905. Président du jury international de la classe 117.

Membre du jury Exposition Coloniale de Marseille, 1906 ;

Membre du jury Exposition internationale et maritime de Bordeaux en 1907.

Président du comité d'organisation de l'Exposition Coloniale Nationale de 1907. Vice-président du jury supérieur.

Président du Groupe XVII (Colonies françaises l'Exposition Franco-britannique. Vice-président du comité d'organisation et de la commission exécutive de la Section Coloniale française à cette exposition. Membre de la commission supérieure de direction et de la commission exécutive de la section française à cette exposition. Président du jury de la classe 114, vice-président du jury du groupe XVII, membre du Jury supérieur.

Président du Comité technique d'organisation du congrès du Commerce, Paris 1905.

Vice-président du Comité supérieur du Congrès colonial (1905 et 1906),

Premier vice-président du Comité national des Expositions coloniales.

Président de la délégation du ministère des Colonies au Congrès international d'agronomie tropicale, Bruxelles, 1910. (A obtenu en cette qualité que l'Office colonial de France soit chargé de la centralisation et de la vulgarisation des recherches faites dans les différente pays pour l'utilisation du caoutchouc).

Commissaire des Colonies françaises à l'Exposition universelle et internationale de Bruxelles de 1910. (Fonctions remplies à titre absolument gracieux).

(Toutes les nations étrangères , la presse étrangère, ainsi que la presse française n'ont pas tari d'éloges sur la façon dont l'Exposition coloniale française avait été présentée et sur le grand succès qu'elle avait remporté à Bruxelles.

OBSÈQUES
Mme Alfred Boas
(*Le Journal des débats*, 11 septembre 1913)

Hier, à trois heures et demie, ont été célébrées, au milieu d'une nombreuse assistance, les obsèques de Mme Alfred Boas, née Clotilde Schwob.

Le deuil était conduit par MM. Robert, André et René Boas, ses fils ; Bertrand de Jouvenel, son petit-fils ; Georges Schwob, son frère ; Jacques Grumbach, son beau-frère, etc.

Dans la nombreuse assistance :

Du côté des dames : Mme Henry de Jouvenel et Mlle Suzanne Boas, ses filles ; Mme Eugène Schwob, sa mère ; Mme Jacques Grumbach, sa sœur ; Mme Georges Schwob, sa belle sœur, etc.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise.

MARIAGE
Maxime Berr
Claire Schwob
(*Le Figaro*, 13 janvier 1914)

Le mariage de M. Maxime Berr, lieutenant au 30e régiment d'artillerie, fils de M. Louis Berr, conseiller à la Cour d'appel de Paris, et petit-fils de feu M. Maurice Lévy, inspecteur général des ponts et chaussées, membre de l'Institut, avec Mlle Claire Schwob, fille de M. Georges Schwob, industriel, membre du conseil supérieur des colonies, commandeur de la Légion d'honneur, et de madame née Gradis, a été béni, hier, au temple de la rue de la Victoire, par le grand rabbin Alfred Lévy. Les témoins du marié étaient : le général Pouradier-Duteil, gouverneur militaire de Lyon, commandant le 14e corps d'armée, et le colonel d'artillerie Caron, adjoint à l'inspection permanente de l'aéronautique, précédemment commandant le 30e d'artillerie ; ceux de la mariée : MM. Raoul Gradis, son oncle, et Camille Rodrigues-Ely, industriel.

Après la cérémonie, Mme Georges Schwob a donné une brillante réception dans ses salons de l'avenue Kléber.

Au mariage civil, qui a eu lieu samedi à la mairie du seizième arrondissement, assistaient les ministres Renoult et Viviani.

La chasse aux Boches et aux amis et complices des Boches
(*L'Intransigeant,* 30 janvier 1915)

Par ordonnance du président Monnier, la Société des Téléphones Berliner, 29, boulevard des Italiens, a été mise sous séquestre. Or, le directeur de cette société, M. Georges Schwob, commandeur de la Légion d'honneur, vient d'être choisi par le ministre des colonies comme vice-président d'une commission destinée à protéger nos colonies contre l'invasion des produits allemands.

Nous ne doutons pas que M. Schwob soit un Français, dévoué maintenant uniquement aux intérêts français. Nous aimerions à savoir [*sic*], pourtant, si c'est comme protecteur d'une société allemande Berliner qu'il a reçu la cravate de la Légion

d'honneur et si c'est ce titre qui l'a désigné au choix du ministre pour combattre l'invasion boche.

CITATION
À l'ordre du jour de la division
(*Les Annales coloniales*, 1er juin 1916)

M. le capitaine Maxime Berr, gendre de M. G. Schwob, industriel, premier vice-président du Comité national des Expositions coloniales à l'étranger, vient d'être l'objet de la citation suivante : « Officier des plus distingués. Au front depuis le début de la guerre, a donné à maintes reprises des preuves de son sang-froid et de sa bravoure. S'est fait particulièrement remarquer le 8 mai 1916 en allant porter secours, sous un feu violent, à un sapeur du génie très grièvement blessé. »

Mort du capitaine d'artillerie Maxime Berr
(*Le Figaro*, 12 mai 1917)

Nous apprenons la mort du capitaine d'artillerie Maxime Berr, décoré de la croix de guerre, trois fois cité à l'ordre du jour, tué à l'ennemi, en Champagne, le 2 mai, à l'âge de vingt-huit ans.

Il était le fils de M. Louis Berr, conseiller à la Cour d'appel de Paris, le gendre de M. Georges Schwob et le frère de M. Raymond Berr, ingénieur au corps des mines, lieutenant d'artillerie.

Le capitaine Berr était adoré de ses hommes, et son renom de bravoure, écrit un de ses chefs, était légendaire parmi les fantassins qui le voyaient, à chaque instant, parcourir au milieu d'eux les tranchées, afin de mieux régler ses tirs.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Mourmelon, en présence d'une nombreuse assistance de chefs et de camarades.

NÉCROLOGIE
Maxime Berr
(*Les Annales coloniales*, 7 juillet 1917)

Notre ami, M. Georges Schwob, vient d'être encore frappé, et cette fois dans ses plus chères affections.

Son gendre, M. Maxime Berr, capitaine au 25e régiment d'artillerie, a été tué à l'ennemi lors de l'offensive de Champagne. Les cinq citations qu'il avait recueillies depuis le début de la guerre témoignent de son sang-froid, de son courage, de son abnégation, de sa haute valeur morale et professionnelle.

Nous adressons à M. Georges Schwob et à sa fille, Mme Maxime Berr, si douloureusement frappés, l'expression de nos condoléances attristées.

NÉCROLOGIE
Mme Eugène Schwob
(*Le Temps*, 3 mars 1919)

Nous apprenons le. décès, à Lure, de Mme Eugène Schwob, médaillée de 1870.. Elle était la grand-mère des capitaines Robert Boas et Maxime Berr, tués à l'ennemi; la mère et belle-mère de M. et Mme Georges Schwob et de M. et Mme Jacques Grumbach ; la grand-mère de M. et Mme André Boas, Mme Claire Boas, Mme Fernand Picard, du lieutenant René Boas, de M. et Mme Emmanuel Gonse, Mme Maxime Berr et M. Jean Georges-Schwob. Il ne sera pas envoyé de lettres de faire-part

---

NÉCROLOGIE
Mme Georges Schwob, née Gradis
(*Le Temps*, 23 juin 1919)

Nous apprenons la mort de me Georges Schwob, née Gradis. Suivant sa volonté, les prières seront dites en famille ; l'inhumation aura lieu à Bordeaux, sans fleurs ni couronnes. De la part de M. Georges Schwob, commandeur de la Légion d'honneur, son mari ; Mme Henri Gradis, sa mère ; M. Jean Schwob, Mme Maxime Berr, Mlles Viviane et Simonne Berr, ses enfants et petits-enfants. Il ne sera pas envoyé de faire-part.

UNE ENQUÊTE SUR LA CRISE
Ce que pense
M. Georges Schwob d'Héricourt,
membre du Conseil supérieur des colonies,
ancien président de la Section métropolitaine
de l'Exposition coloniale internationale de 1931
par M. BOUCART
(*L'Écho de Paris*, 16 mai 1933)

M. Georges Schwob d'Héricourt, membre du conseil supérieur des colonies et l'une des personnalités les plus éminentes du monde colonial, a bien voulu nous communiquer son point de vue sur la crise et les possibilités d'y remédier qu'offre le marché colonial.

« J'ai eu récemment l'occasion d'indiquer que la France métropolitaine ne saurait, dans les circonstances actuelles, rechercher à l'étranger le développement de son commerces extérieur sans s'exposer à de graves mécomptes, déclare M. Georges Schwob d'Héricourt, mais j'ai en même temps rappelé qu'elle avait en contre-partie l'immense avantage de pouvoir se tourner vers ses colonies.

Les statistiques douanières pour l'année 1932 témoignent d'une façon remarquable du maintien de l'activité commerciale entre la métropole et la France d'outre-mer. Sur un ensemble d'échanges s'élevant à 42 milliards 529.000.000 de francs au total, nos colonies s'inscrivent pour 12.260.000.000 de francs. Si l'on s'attache plus particulièrement au commerce d'exportation, on voit que sur 19.693.000.000 de francs de marchandises sorties de France, 6.202.000.000 de francs ont été achetées par nos colonies, ce qui correspond à près de 32 % de nos exportations totales. Ce pourcentage, rapproché de celui de 1931, qui était de 24 %, atteste la fidélité de notre clientèle coloniale.

On a établi, d'autre part, que les marchandises achetées en France par nos colonies représentaient 59 % de leurs importations totales. Il est donc possible d'améliorer encore le volume de nos échanges avec nos possessions d'outre-mer, mais pour que ce résultat puisse être atteint, il ne faut pas perdre de vue que la capacité d'achat de nos

colonies est fonction des possibilités d'écoulement de leurs produits. Je crains qu'on ne soit en train de l'oublier, si j'en juge par les différents projets de contingentement des importations de produits coloniaux que, pour satisfaire à certains intérêts régionaux, on a récemment mis en avant : projet de contingentement des vins algériens, projet de contingentement des sucres coloniaux, projet de contingentement des riz d'Indochine, pour ne citer que les principaux.

De nombreuses controverses ont déjà mis en lumière les répercussions que ne manquerait pas d'avoir sur notre commerce la réduction d'une des principales productions de nos départements nord-africains, et il ne me paraît pas utile d'y revenir.

[Plaidoyer pour la canne à sucre]
www.entreprises-coloniales.fr/madagascar-et-djibouti/Agric._&_sucr._Nossi-Be.pdf

[Plaidoyer pour l'alcool carburant]
www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/SFDIC_1932-1940.pdf

---

COUP DE PIOCHE
UN PATRON CROIX DE FEU
GEORGES SCHWOB D'HÉRICOURT
(*L'Humanité*, 3 septembre 1935)

Le terrassier de service indiquait hier que la famille des Schwob (d'Héricourt) — les rois du coton — groupait une dizaine d'exploiteurs opérant dans le Nord, l'Est, la Normandie, et aussi les colonies.

Prenons aujourd'hui M. Georges. Il a tout d'abord habité 11, boulevard Flandrin à Paris, et a eu des bureaux 59, rue Saint-Lazare. Il habite maintenant à Paris, 198, avenue Victor-Hugo.

Le monsieur est membre du conseil supérieur des colonies, de l'Automobile-Club de France, du Cercle interallié. Et il administre les sociétés financières et industrielles suivantes :

Scieries africaines (avec le général Adolphe Messimy, ministre de la guerre en 1914, sénateur de l'Ain, qui vient de mourir) ;
Compagnie générale des colonies ;
Banque de l'Afrique occidentale ;
Compagnie d'Assurances universelles ;
Société française pour le commerce avec les colonies et l'étranger ;
Tramways de Lorient ;
Est-asiatique français ;
Société des engrenages Citroën ;
Société française des distilleries de l'Indochine;
Compagnie centrale d'énergie électrique du bassin de Briey [*sic*] ;
Constructions électriques de France [10].

Ces quelques sociétés — ou du moins les tantièmes et bénéfices qu'en a retirés Georges Schwob (d'Héricourt) — lui ont donné la possibilité d'avoir château à Benerville, près Blainville (Calvados), puis de posséder propriété à Deauville.

Il s'est ensuite lancé dans l'exploitation des indigènes marocains, administrant la Société industrielle marocaine.

---

[10] Les Constructions électriques de France ont été absorbées en 1930 par Alsthom.

Puis, avec ses frères, James et André, il a pris les usines de la Société cotonnière de Normandie (avec les exploiteurs Masurel du Nord) et ensuite la Société cotonnière de Fives et Schwob frères réunis. On le trouve encore avec Mariage (des T. C. R. P. [11]), dans le Comptoir central des voies ferrées, ainsi que dans la Société des tramways d'Eure-et-Loir.

Enfin, le groupe Schwob d'Héricourt fut commanditaire de l'Agence télégraphique universelle.

Tel est un de ces messieurs de la famille des rois du coton. Ce titre, d'ailleurs, ils se le sont donnés eux-mêmes.

Le terrassier de service se souvient parfaitement d'une interview qu'ils donnèrent au *Petit Journal*, en novembre dernier. Ces rois du coton français — avec la démagogie coutumière aux exploiteurs fascistes Croix de feu — s'affirmaient alors partisans de la semaine de 40 heures sans diminution de salaire.

« Les budgets familiaux sont écrasés, disaient-ils. La consommation intérieure est réduite aux besoins essentiels. Il faut diminuer la production sans restreindre le pouvoir d'achat du consommateur, par conséquent sans ajouter au chômage. ».

Durant plusieurs jours, les Croix de feu Schwob ont brodé sur ce thème. Et maintenant, ils entendent imposer à 1.800 ouvriers et ouvrières de leurs usines d'Héricourt, et Chagey, dans la Haute-Saône, de Bethoncourt. (Doubs) la conduite de 36 métiers au lieu de 24 — 50 % d'augmentation de la production pour des salaires de 500 à 550 francs par mois.

Demain, ils contraindraient les exploités de leurs usines de Vuldoie [*sic : Valdoie*] et Saint-Germain (territoire de Belfort), de Bolbec (Seine-Inférieure), de Lille et Fives (Nord) à subir la même exploitation si les 1.800 grévistes d'Héricourt et Béthoncourt n'étaient pas victorieux. Voilà, prise sur le vif, la démagogie des dirigeants Croix de feu. Voilà ce qui attendrait et en pire encore les travailleurs des usines de France si le fascisme cher aux membres de la famille capitaliste des Schwob (d'Héricourt) passait.

Mais il ne passera pas. Et les travailleurs de tout le pays soutiendront avec énergie les camarades textiles en lutte dans la Haute-Saône pour leurs salaires : pour leurs salaires et contre, le fascisme, ce qui est la même lutte.

DEUIL
(*Le Journal des débats*, 8 septembre 1942)

D'Aix-en-Provence. On annonce la mort, survenue le 30 août dernier, de M. Georges Schwob d'Héricourt, grand croix de la Légion d'honneur.

Commissariat général aux questions juives.

ADMINISTRATEURS PROVISOIRES
(*Journal officiel de la République française*, 5 mai 1943)

---

[11] Transports en commun de la région parisienne, ancêtre de la R.A.T.P.

Le commissaire général aux questions juives,
Vu l'article 1er de la loi du 22 juillet 1944, relative aux entreprises, biens et valeurs appartenant aux Juifs,

Arrête :
Article unique. — Les immeubles suivants, appartenant en tout ou en partie ou dirigés en tout ou en partie par des Juifs, sont pourvus des administrateurs provisoires ci-après, nommés par application de la loi du 10 septembre 1940 (art. 24), modifiées et complétée par la loi du 17 novembre 1941 (art. 26) :
……
M. Larrieu, 20, rue Saint-Didier à Paris, nommé, le 16 septembre 1941, pour l'immeuble 11, boulevard Flandrin, à Paris, appartenant à Schwob (*Georges* Julien), 11, boulevard Flandrin à Paris, et tous copropriétaires.
……

DARQUIER DE PELLEPOIX.

CHEF DU GOUVERNEMENT

Commissariat général aux questions juives.

ADMINISTRATEURS PROVISOIRES
(*Journal officiel de la République française*, 21 mai 1943)

Le commissaire général aux questions juives,
Vu l'article 1er de la loi du 22 juillet 1941 relative aux entreprises, biens et valeurs appartenant aux Juifs,

Arrête :
Article unique. — Les entreprises suivantes, appartenant en tout ou en partie ou dirigées en tout ou en partie par des Juifs, sont pourvues des administrateurs provisoires ci-après :
……
M. Gustave Bezin, 14, rue des Pyramides, à Paris, nommé, le 29 janvier 1943, pour les biens dépendant de la succession de Georges Schwob (Juif), demeurant à Paris, 10, boulevard Flandrin et décédé à Aix-en-Provence, le 30 août 1942.